

DE COLOMBEY À L'ÉLYSÉE: FAUSSES GRANDEURS, VRAIES SERVITUDES...

Les jeux sont faits. Par trois fois plébiscité par près de 80% des Français, De Gaulle, le «sauveur suprême» va entrer à l'Elysée.

Il serait vain de dissimuler, et l'ampleur de la défaite subie par les forces libérales de ce pays, et les menaçantes perspectives de dictature qui en découlent.

Dans ce journal, nous avons suffisamment exprimé notre dégoût envers une «gauche» politicienne sans consistance, aussi bien que sans courage. Ce qui veut dire que nous serons les derniers à verser des pleurs sur la chute sans gloire de quelques mannequins parlementaires, dont nul n'a oublié les écœurantes volte-face lors des dramatiques journées de mai.

Malheureusement, derrière cette défaite, d'une ampleur rarement égalée et, assurément, méritée, s'inscrit celle, plus angoissante, de certaines valeurs morales, de certaines normes sociales, dont l'abandon, par un peuple, a toujours eu des conséquences extrêmement graves.

Que le parti socialiste S.F.I.O., après avoir couru de reniements en trahison et d'abandons en flagorneries, soit dégringolé au fond de l'ornière parlementaire, est assurément sans importance. Que le parti communiste, à qui une loi électorale sur mesure a volé les trois-quarts des sièges, n'ait plus, au Parlement, que dix chantages en livrée pour y glorifier les tueurs de Budapest, serait réjouissant. Que le parti radical des vieilles barbes momifiées et des jeunes turcs d'opérette se soit évanoui dans la tourmente, est amusant.

Mais que quelques deux millions d'électeurs, pour la plupart prolétaires, écœurés des pitreries du pion d'Arras, des bedonnantes cabrioles du laquais de Moscou comme des inconsistances politiques du seigneur de Louviers, n'aient abandonné ces pantins que pour aller porter leurs suffrages à ce conglomerat d'arrivistes, de rênégats et «d'activistes» en rupture de caserne ou d'asile, appelé U.N.R., est affligeant.

Affligeant, parce que ce vote exprime l'abandon, le renoncement et la fuite devant ses responsabilités de tout un peuple.

Affligeant, parce que ces élections ouvrent grande la porte sur toutes les aventures de la «grandeur», ce feu mortel où viennent se brûler les peuples comme les insectes autour d'une flamme.

Affligeant, parce que, s'il est un fait incontestable que la presque totalité de «l'élite» intellectuelle est dressée passivement ou activement, contre le pouvoir personnel du général, cette élite est sans aucune influence sur le peuple dont elle s'est coupée pour de multiples raisons.

Affligeant enfin, parce que, en face de la vague soulevée par le 13 mai et artificiellement amplifiée par un chantage éhonté, l'opposition, électoralement éliminée, politiquement écrasée, se retrouve sans force comme sans cohésion, dépassée, submergée par des événements qu'elle n'avait pas su prévoir et qu'elle a été incapable de combattre.

Et maintenant?

Gouvernant aujourd'hui par «ordonnances», le général De Gaulle va entrer demain à l'Elysée avec des pouvoirs tels qu'il sera, sous le couvert d'un paravent démocratique, un dictateur de fait.

L'Enfer est, paraît-il, pavé de bonnes intentions. Dans ce sens, je veux bien admettre que le général soit le moins mauvais des dictateurs possibles. Objectivement, nous devons inscrire à son actif des actes tels que: la libération de quelques objecteurs de conscience, une ouverture (maladroite) de paix en Algérie, l'offre d'indépendance aux territoires d'outre-mer (dont a immédiatement et pleinement bénéficié la Guinée), un effort pour écarter l'Armée du pouvoir politique.

Mais quelles que soient ses plus ou moins bonnes intentions, le général-Président devra compter avec trois facteurs. Le premier est l'écrasante majorité parlementaire de ceux qui se réclament de son nom: il ne pourra gouverner contre eux, et les «activistes» de l'U.N.R. chercheront à l'entraîner très loin dans l'instauration d'un régime totalitaire. Le deuxième facteur est la réalité économique qui, se moquant des rêves, ne permettra la réalisation de la «grandeur française» qu'aux prix d'une sévère austérité (1). Enfin, troisième facteur: la formation intellectuelle du général lui-même. D'essence traditionnaliste, monarchique et chrétienne, elle endiguera très facilement les quelques possibles velléités novatrices.

Entre ces limites, il ne restera au général qu'une faible marge de manœuvres. Trop faible pour lui permettre des initiatives hardies et révolutionnaires telles que celles qui en Turquie et au Mexique, auréolèrent d'un certain lustre les dictatures de Mustapha Kemal et du général Cardenas.

Par contre, avec toute l'inconscience politique qui le caractérise, avec tout son orgueil «d'homme providentiel», avec toute sa mystique de «sauveur», De Gaulle aura brisé les fragiles barrières qui retenaient la France dans sa glissade vers les abîmes totalitaires.

Son retour au pouvoir, dans les circonstances où il s'est produit, aura dangereusement réveillé jusqu'au sein même du prolétariat cette psychose nationaliste et cocardière dont notre pays, malgré son passé révolutionnaire, ne s'est jamais complètement guéri.

C'est pourquoi, dans la balance de l'Histoire, les quelques mesures paternalistes ou libérales du «président» apparaîtront de peu de poids en regard de ce saut dans l'inconnu où les Français, tels les moutons de Panurge, auront suivi le général.

Il reste maintenant aux minorités révolutionnaires dérisoirement faibles, mais représentant la seule valable opposition d'aujourd'hui, de préparer les nécessaires sursauts de demain.

Maurice FAYOLLE.

(1) Dont les récentes mesures budgétaires, financières et économiques nous donnent un avant-goût prometteur.